NPA RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Centre Hospitalier du Rouvray

Mercredi 4 Novembre 2026

Le racisme tue et la répression mutile en défense des intérêts du Medef,

Le mouvement continue : construisons la grève dans les entreprises

L'attentat raciste de Trappes a coûté la vie à un homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi, et blessé cinq personnes dont une fillette de 12 ans qui se bat pour survivre. La tristesse est immense, mais aussi la rage et la colère. Cette tuerie a visé des quartiers populaires qui sont, comme beaucoup d'autres, la cible de discours racistes qui cherchent à dénigrer et diviser les travailleurs et les travailleuses qui font tourner ce pays. Bardella avait qualifié Trappes de « capitale européenne du Jihad ». Le Pen, Retailleau et les macronistes vomissent jour et nuit sur les chaînes des milliardaires leur haine islamophobe qui attise les divisions identitaires pour mieux protéger leur système de relégation sociale et d'exploitation. Et cette haine n'a même pas eu la décence de se taire depuis vendredi, Macron n'ayant même pas appelé ce meurtre par son nom : un attentat raciste et islamophobe.

Ce sont ces politiques racistes parce qu'anti-ouvrières qui ont armé le tireur de Trappes. Deux poids, deux mesures : c'est l'idéologie de cette société à deux vitesses que la jeunesse rejette depuis maintenant plus d'un mois. Le mouvement lycéen, parti des anciennes colonies de Mayotte, des Antilles et des banlieues ouvrières de la capitale, ne connaît aucune trêve malgré les vacances scolaires. Les menaces de Macron et Nunez n'y ont rien fait : la jeunesse, rejointe par des centaines de milliers de travailleurs, était aussi nombreuse le 24 octobre que le 17, malgré les atermoiements des directions syndicales à contester les interdictions de manifester.

Le pouvoir n'avait pas lésiné : rassemblements interdits dans des agglomérations entières comme à Lyon, parcours imposés, déploiement de blindés « centaures » et autres canons à eau. Les flics ne se sont pas privés d'utiliser leur arsenal de guerre contre les manifestants et ils ont encore mutilé et éborgné. Des groupes d'extrême droite adeptes du coup de poing, satellites du RN « cravaté », ont tenu à apporter leur contribution au « maintien de l'ordre » dans une vingtaine de villes en attaquant les cortèges avant de se retrancher derrière les lignes de CRS complices. Le gouvernement, comme le RN, prétend défendre les libertés démocratiques comme le droit de manifester ou le droit de grève y compris pour la jeunesse scolarisée… jusqu'à ce que les travailleurs s'en servent !

Ce mouvement montre bien qu'il y a deux camps : d'un côté la jeunesse populaire et les salariés qui revendiquent la fin du tri social dans l'éducation, la santé ou tout service utile à la population ; qui exigent que les salaires suivent les prix avec un rattrapage de 600 ou 700 euros mensuels et un Smic à 2200 euros nets pour ne pas être dans le rouge dès le 10 du mois ; qui veulent vivre de leur travail donc interdire les licenciements et partager la tâche entre tous pour en finir avec le chômage. De l'autre côté, Total, profiteur de guerre qui rackette les automobilistes, Bolloré qui vomit sa haine raciste, Dassault qui s'engraisse sur des budgets militaires en hausse. Cette bourgeoisie ne

feint l'empathie que pour les « commerçants », comme si elle vivait la même vie que des petits entrepreneurs indépendants. Pour les autres, ceux qui produisent toutes les richesses qu'elle accapare, c'est la matraque, la division raciste et le choix électoral entre Macron ou son clone Le Pen.

La démonstration est faite : les classes populaires ont la force du nombre et la détermination de se battre pour l'émancipation et la justice sociale. Pour faire plier ce pouvoir radicalisé, il faut maintenant s'attaquer au cœur du problème : bloquer la machine à profits par la grève. C'est ce qu'il faut préparer en discutant et en s'organisant à la base, syndiqués et non syndiqués, et en manifestant samedi 31 octobre, puis mardi 3 novembre avec les lycéens, pour un 5 novembre qui soit le début d'une grève générale !

Contact : nparouen.communique@gmail.com

Nouveau racket en vue : les arrêts maladie

A la recherche d'économies sur les budgets de l'État et de la Sécurité Sociale, le premier ministre, Sébastien Lecornu, a découvert un nouveau gisement : les arrêts maladie. La principale mesure consisterait à ramener de trois à un an la durée d'indemnisation d'une partie des affections longue durée (ALD) comme le mal de dos ou la dépression, sous prétexte de lutter contre des « abus ». Pourtant, l'augmentation du nombre de ces maladies est largement due à la dégradation des conditions de travail, de plus en plus difficiles et devenues souvent insupportables. Mais qu'importe pour le gouvernement : il se fiche bien de la maladie. Pourquoi ne pas taxer les patrons dont les salarié.es sont victimes de telles affections ? Non, sa solution, c'est de racketter les malades ! Et si la taxe un instant évoquée sur les surprofits des grandes entreprises (pourtant bien timide) a été abandonnée, les ponctions sur les retraites, de l'ordre de 6 milliards, elles, sont toujours à l'ordre du jour.

Le budget 2027 s'annonce bien comme une nouvelle attaque d'envergure contre les travailleur.ses.

Une raison de plus pour venir en manif !

Alors que la certification semble loin derrière nous, nos mauvaises conditions de travail ne le sont pas. Aujourd'hui c'est l'inspection du travail qui a fait l'évaluation du CHR et le résultat est plus que critique. Selon l'enquête auprès de 5 services l'inspection évoque « une situation dangereuse liées à des risques psychosociaux ». La direction aimerait nous faire croire que ces situations concerneraient seulement quelques agents dans des contextes spécifiques et que ça ne représente pas l'ensemble de l'hôpital. Mais voilà la vérité : plusieurs services sont sans médecins, deux de nos collègues sont morts au travail au cours de l'année, la casse de la pédopsychiatrie n'est pas une affaire conclue, la canicule a fait des dégâts humains sur nos patients et collègues et le sous effectif continue d'être organisé au quotidien dans nos services. Il ne date pas d'hier que l'hôpital public cri misère. On en a fini avec la langue de bois et des mesures qui vont avec. Nous n'attendrons pas que la parole nous soit donnée pour faire entendre nos revendications. Le 5 novembre, rejoignons tous ceux et celles qui veulent se battre pour de meilleures conditions de travail, d'étude et un meilleur avenir.

Le mouvement des lycéens devrait aussi être le nôtre !

Depuis 3 semaines, les lycéens sont mobilisés avec des blocus et des manifestations monstres, du jamais vu depuis mai 68. Contrairement à ce que cherche à faire croire certains médias, les revendications sont claires : plus de fric dans le service public ; plus de profs, de personnels de soutien, rénovation de locaux insalubres… Des mots d'ordre qui résonnent beaucoup avec notre quotidien finalement. Car les services publics sont tous dans le même bateau, entre manque des moyens globaux et manque de personnel. Cette situation, souvent décrite comme une fatalité ("on arrive pas à recruter!"), est en réalité le résultat de plus de 10 ans de politique d'austérité avec des baisses de budget permanentes. Pour rappel, le budget 2025 avait supprimé 4000 postes d'enseignants en 2026. En 2025, 2000 lits d'hospitalisation complète ont aussi été supprimés dans les hôpitaux et les cliniques. Les jeunes se battent aujourd'hui pour leur avenir; ils nous montrent l'exemple à suivre le 5 novembre.



Ce bulletin t'a plu ? Laisse le traîner là où il sera lu…
Et n'hésite pas à nous écrire, ce bulletin peut te servir à partages des informations aux collègues du CHR !